

Afrique centrale : le Représentant spécial rappelle la nécessité d'inclure les femmes dans les processus de paix



Le siège de l'UNOCA a servi de cadre à l'ouverture, ce mercredi 2 août 2017, d'un atelier sous-régional sur « l'intégration de la dimension Genre dans l'alerte précoce et la prévention des conflits en Afrique centrale ». Jusqu'à vendredi 4 août, la trentaine de participants concernés discuteront des questions liées à l'égalité hommes/femmes. Ils réfléchiront aussi et surtout sur les voies et moyens de renforcer les capacités du Secrétariat de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) dans ce domaine. A cet égard, l'expérience de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

a été sollicitée, en particulier en ce qui concerne la prise en compte des enjeux relatifs à l'égalité des sexes dans le Réseau de l'alerte précoce de la CEDEAO (ECOWARN). L'expertise d'ONU-Femmes enrichit les échanges interactifs auxquels contribuent les représentants de plusieurs Ministères en charge des questions liées au Genre venus de certains pays d'Afrique centrale.

« L'égalité des sexes, l'autonomisation de la femme et la prévention sont au centre de tous les piliers des Nations Unies », a souligné le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de l'UNOCA dans son allocution d'ouverture des travaux. M. François Louncény Fall a rappelé que le Secrétaire général António Guterres, qui attache une très grande importance à ces enjeux, s'est engagé à assurer une participation active des femmes à tous les niveaux. Il a précisé que plusieurs instruments régionaux et internationaux, y compris les résolutions du Conseil de sécurité, reconnaissent le rôle crucial que jouent les femmes dans la recherche des solutions aux problèmes et leurs contributions significatives dans la prévention, la résolution et la gestion des conflits. D'où la nécessité impérieuse de les inclure dans les processus de paix. M. Fall a insisté sur cet aspect en indiquant que « la société civile est une ressource immense pour l'alerte précoce et la prévention des conflits ». Il a cité le modèle des Salles de veille des femmes (*Women's situation rooms*) - utilisé pour détecter et atténuer la violence électorale dans de nombreux pays en Afrique -, en soulignant qu'il « pourrait fournir des indicateurs de Genre très utiles à nos efforts en matière d'alerte précoce et de prévention des conflits liés aux processus électoraux ».



Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de l'UNOCA a exprimé le vœu que le Mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale (MARAC) de la CEEAC tire le plus grand profit de cet atelier. Il a notamment plaidé pour que le MARAC mette en place des « stratégies permettant de consulter et d'impliquer les femmes, tant au niveau national que sous-régional, afin de pleinement les utiliser comme ressource pour une prévention efficace des conflits ». Dans ce sens, il a réitéré la disponibilité de l'UNOCA à continuer à apporter l'appui nécessaire à la CEEAC.

L'atelier qu'abrite le siège de l'UNOCA se tient 24 heures après une activité similaire consacrée au « renforcement de la coopération entre la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et la société civile en matière d'alerte précoce et de prévention des conflits en Afrique centrale ». Il fait partie d'une série de projets prévus dans le plan d'action commun établi entre la CEEAC et l'UNOCA. Ce plan a été mis à jour lors d'une retraite conjointe organisée du 20 au 21 juillet à Akouango village, au Nord de Libreville.